MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

Liberté
Égalité
Fraternité

ANNALES DU CONCOURS

Accès au grade de secrétaire administratif spécialisé de classe normale de la DGSE

Épreuve d'admissibilité :
spécialité géopolitique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ EXTÉRIEURE
DGSE

Session 2025 (2nde session)

MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

Liberté
Égalité
Fraternité

2ème épreuve d'admissibilité

Spécialité : rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique

Épreuve constituée d'une série de six à neuf questions à réponse courte portant sur le programme de la spécialité « Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ».
Les réponses sont rédigées, permettant ainsi de juger des qualités rédactionnelles du candidat.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ EXTÉRIEURE
DGSE

Durée : 3 heures - coefficient 2

CONCOURS EXTERNE
POUR L'ACCÈS AU GRADE DE SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF SPÉCIALISÉ DE CLASSE NORMALE

SESSION 2025

<u>Epreuve d'admissibilité</u> :

Spécialité : Rédaction et analyse dans le domaine de la géopolitique

Épreuve consistant à répondre à une série de questions à réponses courtes portant sur la spécialité « Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique ». Il est demandé au candidat de proposer des réponses rédigées.

Durée : 3 heures ; coefficient 2

Chaque question sera notée sur 3 points.

A l'aide de vos connaissances personnelles, vous répondrez à l'ensemble des questions suivantes :

1. Le réarmement démographique, quels enjeux ?
2. La dette : un affaiblissement de la France ?
3. Le 25ème sommet de l'organisation de coopération de Shanghai, « un ordre anti-occidental » ?
4. L'Union européenne est-elle toujours un géant économique, nain diplomatique et ver de terre militaire[1] ?
5. Peut-on parler de nouvel ordre régional au Proche-Orient ?
6. Quelles sont les portées et limites de la projection de la puissance russe en Afrique ?
7. En quoi les Jeux Olympiques sont-ils le reflet des relations internationales ?

---

[1] Cette question s'inspire de la citation suivante de Mark Eyskens, ancien ministre belge des affaires étrangères : *« L'Europe est un géant économique, nain politique et ver de terre militaire »*.

MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS

Liberté
Égalité
Fraternité

Copie ayant obtenu la meilleure note

Rédaction et analyse dans les domaines de la géopolitique

L'administration n'a volontairement pas corrigé les imperfections de fond et de forme dans la copie communiquée ci-après.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ EXTÉRIEURE
DGSE

© EXATECH

Année : 2025

Concours : SAS externe

Épreuve : Géopolitique

Consignes :

- *Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif*
- *Numéroter chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens*
- *N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles*
- *Ne joindre aucun brouillon*

Question n° 1 :

Lors du dernier congrès de l'Association des maires de France, les propos du chef d'état-major des armées, le général MANDON, ont particulièrement fait l'objet de débats dans la presse française et internationale. En effet, le CEMA annonçait devoir se « préparer à perdre des enfants » dans le cadre d'un éventuel conflit de haute intensité en Europe à l'horizon 2030 tel qu'anticipé par la Revue Nationale Stratégique de 2025. Dans le débat médiatique, le rapprochement entre ces propos et le concept de « réarmement démographique » popularisé par le Président de la République, a fait l'objet de nombreuses prises de positions. Plus largement, c'est la question du vieillissement de la population française et de son éventuelle diminution relative qui interroge aujourd'hui. Face à cette problématique, quels sont les principaux tenants et aboutissants du débats ?

Tout d'abord, la question du « réarmement démographique » est une question économique. En effet, face au vieillissement de la population française, la charge des inactifs vis-à-vis des actifs ne cesse de s'accroître posant de fait la question du financement de notre système social. Dès lors afin d'inverser cette balance, un rajeunissement de la population française active s'impose. Deux leviers sont possibles : une hausse de la natalité ou une

hausse de l'immigration économique.

Deuxièmement, le « réarmement démographique » est un enjeu militaire. La guerre en Ukraine et sa létalité, plus d'un million de morts de chaque côté de la frontière russo-ukrainienne, ne cesse de nous rappeler qu'il nous sera nécessaire, à l'aune d'un conflit de haute intensité en Europe à l'horizon 2030, de disposer d'une importante force militaire humaine. C'est tout l'enjeu derrière d'une part le retour du service militaire volontaire tel qu'annoncé par le Président de la République fin novembre dernier et la volonté d'augmenter le nombre de réservistes d'autre part.

Enfin, le « réarmement démographique » est un enjeu moral. En effet, les arguments de l'opposition à ce concept s'arrogent du principe de liberté et de choix. Malgré le fait que la volonté du gouvernement ne soit pas de décider des choix de la population en matière de natalité, ce dernier se doit de réunir les conditions nécessaires à la croissance de la volonté de donner la vie. Dès lors l'enjeu n'est pas de convaincre la population mais de trouver la bonne manière de l'inciter à contribuer au rajeunissement de la population française car de là en dépend la place de la France dans le monde.

Question 2:

Si la question du budget français et de fait de la dette française se règle au sein du Parlement français, ce dernière est particulièrement saisie tant par les médias européens que les médias internationaux. En effet, depuis le Traité de Maastricht de 1998, la France est soumise aux critères de convergences économiques européens disposant que la charge de sa dette vis-à-vis de son Produit Intérieur Brut (PIB) ne devait excéder les 60% et que son déficit public annuel ne pouvait être supérieur à 3%. Or depuis 1998, les crises successives ayant touché l'Europe : crise des « subprimes » (2008), crise des

dettes publiques (2010) et crise de la Covid-19 (2020) ont presque rendu caduque ce principe. La dette française avoisine aujourd'hui les 100% du PIB quant à son déficit public, ce dernier s'approche plus des 5% que des 3% de la règle européenne. Néanmoins, cela fragilise-t-il la crédibilité économique de la France pour autant ?

En effet si certains voient dans cette situation économique un scénario « à la Grecque » d'autres restent plus optimistes quant aux capacités économiques françaises. Malgré la dégradation de la solvabilité de la dette française de AAA à A+ aujourd'hui, la France reste un acteur économique de premier plan. D'une part son inscription au sein de l'Union Européenne lui permet de se vanter du plus gros marché du monde en matière de volume et de consommateurs. D'autre part, le maintien de la France au sein du G7 est gage de son importance économique malgré sa petitesse démographique.

Cette force économique est principalement portée aujourd'hui par des secteurs comme l'armement et les technologies de l'information et de la communication. Par ailleurs, Paris reste une importante place boursière au même titre que Londres ou New York. A la différence de son allié américain, la France semble protégée face à une situation de paralysie budgétaire telle que cette dernière peut s'exprimer lors du « shutdown » administratif aux États-Unis. Enfin la France n'a pas pour objectif de disparaître. Dès lors tant que l'activité économique se maintiendra en France, cette dernière sera en mesure d'assumer sa dette tant et si bien que celle-ci reste « saine ». L'instrumentalisation de notre débat économique par des acteurs étrangers consacre ainsi toute la légitimité des missions de VIGINUM et de la Direction du Renseignement de la Sécurité et de la Défense (DRSD).

Question 3:

Les images de Vladimir POUTINE, Narendra MODI et Xi XINPING, respectivement chef d'état et de gouvernement de la Russie, l'Inde et la Chine, réunit à l'occasion du 25ème sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) d'octobre 2025 ont fait couler beaucoup d'encre. En effet c'était la première fois que ces dirigeants s'affichaient ensemble. Si à eux trois ces derniers regroupent presque la moitié de la population mondiale et la moitié du PIB mondial, ce front « anti-occidental » repose en réalité sur des pieds d'argiles.

En effet l'OCS est une organisation fondée au milieu des années 2000 dont le but premier était de répondre aux enjeux sécuritaires asiatiques notamment marqué par le terrorisme islamique. Néanmoins, à l'occasion de ce dernier sommet, c'est la dimension économique qui a particulièrement été mise en avant. Face aux sanctions visant la Russie et aux droits de douanes imposés à l'Inde par l'administration TRUMP II à hauteur de 50%, ce sommet avait pour objectif de montrer la résilience future de ces économies face à un ordre économique international considéré comme Occidental.

Cependant, il subsiste au sein de ce groupe des antagonismes forts. Si la Russie et la Chine ont marqué leur rapprochement depuis le début de la guerre en Ukraine, l'Inde et le Pakistan, aussi membre de l'OCS étaient encore en guerre en mai dernier. Il en est de même entre l'Inde et la Chine où depuis l'incident de Galwan en 2022, les relations diplomatiques entre New Delhi et Pékin étaient plus que tendues.

Dès lors, même si ce sommet a été perçu comme historique à l'aune de la compétition sino-américaine, il ne saurait traduire la complexité du monde qui s'explique parfois par des alliances de circonstance profondément opportunistes.

© EXATECH

Année : 2025

Concours : SAS externe

Épreuve : Géopolitique

Consignes :

- *Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif*
- *Numéroter chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens*
- *N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles*
- *Ne joindre aucun brouillon*

Question 4 :

La citation de Mark EYSKENS à le mérite de mettre en exergue les reproches aujourd'hui fait à l'Union européenne et partagés entres ces membres. En effet, des rapports LETTA et DRAGHI de 2024 à la réponse à la guerre en Ukraine, les capitales européennes s'accordent au nécessaire besoin d'un approfondissement de la coopération européenne.

Si l'Union européenne est aujourd'hui le premier marché économique mondial, la part de son économie dans le monde n'a cessé de se contracter depuis l'entrée de la Chine dans la mondialisation en 2001. Face à cette situation notamment renforcée par les coups de l'énergie et le faible investissement relatif aux économies américaines et chinoises en matière de Recherche et développement, Mario DRAGHI ancien Premier ministre italien et gouverneur de la Banque centrale européenne (BCE) suggérait dans son rapport un investissement de plus de 800 milliards d'euros dans l'économie européenne afin de continuer à lui assurer sa primauté mondiale.

Dans le même objectif, l'Union européenne a lancé son programme Global Gateway en 2022 avec pour objectif de contrer les nouvelles routes de la soie chinoises en proposant un soutien technique à la construction d'infrastructures stratégiques dans les pays du Sud Global. Cette dernière s'appuie particulièrement

sur les délégations de l'Union européenne qui consacrent la capacité de coordination économique des pays membres de l'UE dans le monde. Néanmoins, sous un angle politique l'Union européenne souffre d'un manque de consensus en ce qui concerne sa politique étrangère. En effet, les dissensus, instrumentalisés par nos compétiteurs stratégiques nuisent à la réalisation de l'Union européenne comme acteur diplomatique de premier rang à l'instar de ses pays membres.

Enfin la superposition de l'organisation européenne militaire, l'Europe de la Défense, et de l'OTAN rend difficile la légitimation de l'UE comme un acteur militaire central européen. Face à ce constat, choix a été fait depuis le sommet de Saint Malo de 1998 d'approfondir le pilier européen de l'OTAN qui, depuis le retour de Donald TRUMP à la Maison Blanche se caractérise par une hausse de la part des PIB européens consacrés à la défense, au bénéfice de la BITD européenne. Enfin l'UE reste aussi active dans le champ militaire comme le consacre les opérations EUNAVFOR ATALANTA en mer Rouge ou encore la Task force TAKUBA au Sahel.

Ainsi même si la compétitivité européenne est aujourd'hui questionnée, la structuration de son positionnement économique et militaire à l'échelle international y ressemble. Même s'il existe des volontés américano-russes d'effacer le rôle de l'Union européenne dans la résolution du conflit en Ukraine, la centralité de cette dernière portée par la France est plus que jamais visible.

Question 5 :

Depuis le 7 octobre 2023, le Proche-Orient est plus que jamais en proie à une recomposition stratégique. En effet, les dispositions successives des différents chefs des proxys iraniens consacrent la perte d'influence iranienne au Levant renforcée par la chute de

6./12.

Bachar el-Assad en décembre 2024. Néanmoins, les premiers choix de politique étrangère syrienne et les défis propre au gouvernement d'Al-Chaara interrogent quant à la réelle brasale du Proche-Orient.

En effet, si le Hezbollah semble plus que jamais affaibli suite aux assassinats de NASRALLAH et de son chef d'état-major, la poursuite du conflit entre Israël et la Syrie au Golan reste un point historique des relations internationales au Proche-Orient. De la même manière, le choix fait par Al-Chaara de se rendre en Russie suite à sa prise de pouvoir en garantissant le maintien de l'accord militaire russo-syrien démontre une certain intangibilité des relations internationales au Proche-Orient entre volonté expansionniste israélienne et influence Russe en Syrie.

Néanmoins l'affaiblissement de l'Iran et de ses proxies ainsi que la chute de Bachar El-Assad constitue un point de bascule au Proche-Orient tout autant que le serait l'élan international pour la reconnaissance de l'état de Palestine. Face à cette situation, force est de constater une volonté américaine de retour aux accords d'Abraham de 2018 entre médiation d'Israël et volonté d'approfondissement des liens entre les états Unis et la région. Le cessez-le-feu de novembre 2025 à Gaza négocié par Washington constitue dès lors le retour des états-Unis au Proche Orient au détriment peut-être de la France et du Royaume-Uni. Pour autant le dossier iranien apparaît toujours comme une prérogative européenne face à l'incertitude assumée de Washington. Dès lors à l'expression de « nouvel ordre » le substantif de « recomposition » semble plus adéquat.

Question 6

Suite au soutien russe désiré à Bachar-El-Assad en 2015, choix a été fait par l'administration

russe de consacrer ses efforts en Afrique notamment au Sahel dans le but de mise à l'influence française et de s'accaparer des richesses stratégiques. D'abord menée par Wagner, la présence russe en Afrique s'est institutionnalisé à l'aube de la transformation du groupe WAGNER en AFRICA CORPS suite au coup d'état raté et à la mort de PRIGOJINE. Depuis la Russie se pense comme pourvoyeur de sécurité auprès des juntes sahéliennes (Mali (2020), Burkina Faso (2022), Niger (2023)) en Libye et au Soudan non sans grande difficulté.

En effet les prises de position des terroristes islamistes du GTSM (Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans) au Mali ou encore les affrontements entre le groupe WAGNER, Boko Haram au Niger et l'état Islamique en Afrique de l'Ouest démontrent face à l'affirmation russe d'avoir pacifié le Sahel des logiques de prédation occidentales. Par ailleurs, la réélection d'Alassane OUATTARA en Côte d'Ivoire considéré comme proche de la France malgré une importante campagne désinformationnelle russe traduit les difficultés russes à s'imposer en Afrique de l'Ouest.

Il en est de même au Soudan où malgré le soutien russe aux groupes étatiques ces derniers ne parviennent à gagner face aux Special Rapid Forces (SRF) ou en Afrique du Sud qui même s'étant parti des BRICS menace de faire appliquer le mandat d'arrêt émis par la CPI contre POUTINE. Ainsi même si les progressions russes au Sahel ont été désigné comme un réel changement de paradigme de la région, la faiblesse de l'Africa Corps face aux groupes islamistes de l'Afrique de l'Ouest peinent à permettre une réelle emprise russe en Afrique. Par d'ailleurs l'éclatement des pratiques coloniales et impérialistes russes rendent compte de la fragilité de son "soft power" en Afrique essentiellement construit sur le discours anti-français.

8.1/12.

© EXATECH

Année : 2025

Concours : SAS externe

Épreuve : Géopolitique

Consignes :

- *Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif*
- *Numéroter chaque page; placer l'ensemble dans l'ordre et le bon sens*
- *N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuilles*
- *Ne joindre aucun brouillon*

Question 7 :

En 2024, VIGINUM dévoile un rapport rendant compte des manoeuvres désinformationnelles ayant visé les Jeux Olympiques de Paris de 2024. De ce dernier on apprend que plusieurs compétiteurs stratégiques à la France ont cherché à amplifier les polémiques relatives à la première compétition sportive internationale. Ces campagnes informationnelles avaient pour objectif de nuire à l'image de la France, à son « soft power » ainsi qu'à sa crédibilité internationale. Dès lors, comment les Jeux Olympiques sont-ils devenus le reflet des relations internationales ?

L'image des Jeux Olympiques de Berlin de 1933 alors organisé par l'Allemagne nazie sont au coeur de tous les esprits. Un homme noir, considéré comme de « race inférieure » par les gouvernants allemands remporte une épreuve d'athlétisme et reçoit sa médaille le point levé en signe de protestation. Au cours de la Guerre Froide (1945-1989) les Etats-Unis et l'Union Soviétique se livrent à une lutte acharnée pour savoir laquelle des deux puissances du monde bipolaire remportera avec le plus de médailles et consacrera ainsi la supériorité de son modèle capitaliste ou socialiste sur le monde. Cette

compétition perdue aujourd'hui entre la Chine et les États-Unis.

Un autre volet de la politicisation des Jeux Olympiques n'est autre que la lutte pour la compétition d'une Nation sous drapeau blanc en égard à ses agissements dans le champ international. Cela a été l'objectif d'une campagne imputée à des acteurs pro-palestiniens vis-à-vis de la délégation olympique israélienne au cours des JOP2024. Cela n'est pas sans rappeler l'assassinat, à Berlin, de plusieurs athlètes israéliens suite à la guerre des six jours. L'argument principal de ces derniers étant celui du double discours à savoir la condamnation de l'agression russe en Ukraine et le laissez-passer des autorités israéliennes malgré les accusations de pratiques génocidaires à Gaza.

Enfin, la France aussi a été ciblée par plusieurs campagnes désinformationnelles notamment au sujet de la cérémonie d'ouverture considérée comme « woke » ainsi qu'au regard de la couleur de peau des athlètes français considérée comme la preuve effective d'un prétendu « grand remplacement ». Face à ces attaques la réponse de la société française a été celle de l'unité autour des valeurs de la République. Par ailleurs l'organisation des JOP2024 a aussi permis à la France de renforcer son « soft power » notamment à l'égard des populations francophones africaines vis-à-vis desquelles la Russie mène une guerre informationnelle sans relâche.

Ainsi, le sport et l'organisation des Jeux Olympiques apparaît comme hautement politique. Des Jeux d'Hiver à Sotchi en Russie à la Coupe du Monde de football au Qatar, l'ensemble de ces événements sportifs condensent l'« état du Monde ». Qu'en sera-t-il aux États-Unis en 2028 ?

10/12

12.1.R.